

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 1 AVRIL 2021

Délibération n° 2021-032- DC

Date d'affichage :		Le premier avril deux mille vingt et un à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt quatre mars deux mille vingt et un.
Le 8 avril 2021		
Effectif statutaire :	81	Présents : (63)
Membres en exercice :	81	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOUON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Stéphanie ELIE, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Sylvain LEFEBVRE, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Patricia VILLARME.
Quorum :	41	Dont suppléé(s) remplacé(s) :
Présents :	63	
Excusé(s) :	8	Excusés : (8)
Dont représenté(s) :	6	Pierre de BOUTRAY, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Didier HUCHEDÉ, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Nathalie LIEBAULT, Nathalie MORON
Absent(s) :	10	Dont excusés ayant donné pouvoir : (6)
		Christophe CARDET à Jackie GOULET, Gaëlle FAURE à Astrid LELIEVRE, Didier HUCHEDÉ à Isabelle DEVAUX, Géraldine LE COZ à Bruno PROD'HOMME, Nathalie LIEBAULT à Noël NERON, Nathalie MORON à Michel PATTEE.
Nombre de votants :	69	Absents : (10)
-----		Jean-Philippe RETIF, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX, Gilles TALLUAU, Emmanuel BRAULT, Marie-Luce DURAND, Dominique GACHET, Nathalie SECOUÉ, Sylvie TAUGOURDEAU
Secrétaires de séance :		
Jacqueline TARDIVEL - Grégory PIERRE		

CONTRAT POUR LA LOIRE ET SES ANNEXES 2021-2023

Contexte

Entre 2009 et 2014, dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature, un programme de restauration des bras et des annexes fluviales de la Loire entre Montsoreau et Nantes a été entrepris. Les objectifs de maintien de la biodiversité et d'amélioration du fonctionnement hydraulique de la Loire ont été poursuivis au travers du Contrat pour la Loire et ses Annexes (CLA) 2015-2020. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL) était signataire de ces deux programmes.

Un nouveau CLA, alliant programme de rééquilibrage du lit de la Loire des Ponts-de-Cé à Nantes (programme sous maîtrise d'ouvrage Voies Navigables de France (VNF)) et programme de restauration des annexes fluviales et d'acquisition foncière (sous maîtrise d'ouvrage locale) est programmé pour la période 2021-2026. Il sera conduit en deux phases de 3 années, avec un budget de 47M€ pour la première phase. Les projets seront cofinancés par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, le Conseil Régional des Pays de la Loire et pourront mobiliser des fonds européens et des aides des Conseils départementaux.

Le CLA est signé par l'État, le Conseil régional des Pays de la Loire, l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, le GIP Loire estuaire, le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) des Pays de la Loire, VNF et l'ensemble des maîtres d'ouvrage locaux.

Maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire pour la restauration de la boire de Gennes.

Dans le cadre du CLA 2021-2023, il est proposé que la CASVL se porte maître d'ouvrage pour la restauration de la boire de Gennes, située à Gennes-Val-de-Loire. Cet ancien bras de la Loire a un fonctionnement biologique altéré par la présence d'un bourrelet au droit de la connexion avec la Loire, la présence de végétation dans le lit et la présence d'espèces exotiques envahissantes. Les travaux, estimés à 10 000€ HT et prévus pour l'année 2022, consistent en une restauration de la connexion, tout en maintenant un usage de franchissement, et des travaux de restauration de la végétation. La CASVL serait également maître d'œuvre de l'opération.

En acceptant cette maîtrise d'ouvrage, la CASVL deviendrait signataire du CLA 2021-2023.

Convention de partenariat entre le CEN Pays de la Loire et la CASVL pour l'animation

Assisté de réception en préfecture
CAS-200071876-20210407-2021-032-DC-A-DE
Date de télétransmission : 07/04/2021
Date de réception préfecture : 07/04/2021

Le CLA est co-animé par le GIP Loire estuaire et le CEN Pays de la Loire. Le CEN accompagne plus particulièrement la restauration des annexes fluviales.

Afin de formaliser l'engagement de la CASVL au soutien de la mission d'animation du CEN et l'engagement du CEN à l'accompagnement de la CASVL pour les projets de restauration d'annexes fluviales dont elle a la maîtrise d'ouvrage, une convention est proposée.

Le montant annuel de cette convention pour la période 2021-2023 est de 2 000€.

Vu la délibération n°2015/105 DC du 24 septembre 2015 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, approuvant la programmation du Contrat Loire et ses Annexes 2015-2020 ;

Vu la délibération n°2018-134-DB du 25 octobre 2018 approuvant la convention de partenariat 2018-2020 entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et le Conservatoire d'Espaces naturels des Pays de la Loire, pour l'animation du programme de restauration des annexes fluviales ;

Vu l'avis de la sous-commission « GEMAPI/biodiversité » du 11 mars 2021 ;

Considérant l'intérêt de restaurer les fonctionnalités biologiques de la Loire et des milieux associés ;

Considérant la nécessité de l'assistance et de l'expertise du CEN Pays de la Loire pour mener à bien la restauration des annexes fluviales du territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Aussi,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire pour la restauration de la boire de Gennes ;

- **DE SOLLICITER** l'intégration du projet de restauration de la boire de Gennes au Contrat pour la Loire et ses Annexes 2021-2023, sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

- **DE SOLLICITER** auprès des financeurs toute subvention éligible pour la restauration de la boire de Gennes, dont le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Agence de l'eau Loire-Bretagne	5 000€	50 %
Région Pays de la Loire	3 000€	30 %
Autofinancement CASVL	2 000€	20 %
Total (€ HT)	10 000€	100 %

- **D'APPROUVER** la convention de partenariat 2021-2023 entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et le Conservatoire d'Espaces Naturels des Pays de la Loire, pour l'animation du programme de restauration des annexes fluviales ;

- **D'AUTORISER** le Président ou la Conseillère déléguée en charge de la valorisation de la biodiversité à prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente décision et à signer l'ensemble des documents y afférent.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 69 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 07 AVR. 2021

Date de réception en sous-préfecture : 07 AVR. 2021

Insertion au RAA du 1er trimestre 2021

Pour Extrait Conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte 1. Commande publique

1.4 Autres contrats 1.4.2 Autres contrats

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »